



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
12 juillet 2016
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire 2016
6 au 9 septembre 2016, New York
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour la Thaïlande
(2017-2021)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Conditions générales	2
II. Priorités du programme et partenariats	7
III. Programme et gestion des risques	11
IV. Suivi et évaluation	12
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la Thaïlande (2017-2021)	13



I. Conditions générales

1. En 2011, le Royaume de Thaïlande est devenu un pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure, soit un tour de force impressionnant puisqu'il était encore un pays à faible revenu il y a moins d'une génération. Son indice de développement humain reflète cette réussite : il est passé de 0,57 en 1990 à 0,73 en 2015¹, et le pays se situe désormais dans le groupe des pays à développement humain élevé². La Thaïlande a, dans l'ensemble, réalisé la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement, les provinces frontalières du sud et le nord-est restant cependant à la traîne. Une industrialisation rapide, fondée sur une main-d'œuvre bon marché et l'importation de technologies, et la croissance ont permis à beaucoup de Thaïlandais de sortir de la pauvreté. Globalement, le taux de pauvreté a enregistré un recul considérable passant de 67 % en 1986 à 10,6 % en 2014 (10,12 % pour les femmes; 10,99 % pour les hommes)³. À Bangkok, l'incidence de la pauvreté est pratiquement nulle (1,6 %), tandis que dans le sud et le nord-est, le taux est beaucoup plus élevé (respectivement, 13,8 % et 17 %).

2. En dépit de son statut de pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure, des obstacles subsistent sur la voie du développement, comme l'existence de poches de pauvreté, de vastes inégalités selon la situation géographique et l'appartenance ethnique, et une exposition croissante aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. La corruption empêche l'égalité d'accès aux débouchés économiques et sociaux et, conjuguée à une croissance non durable, elle contribue à une utilisation des ressources naturelles qui n'est pas viable.

3. Les inégalités aggravées par les disparités régionales, l'accès déséquilibré aux ressources et la pauvreté urbaine sont autant d'entraves au développement inclusif. La pauvreté en Thaïlande présente des caractéristiques géographiques : 80 % des pauvres vivent en milieu rural, et un nombre croissant se concentre dans les environs de Bangkok⁴. Le nord-est rural est la région la plus pauvre, accueillant près de la moitié des pauvres (44,8 %), et deux des trois provinces présentant l'incidence de pauvreté la plus élevée sont des provinces frontalières du sud (Pattani et Narathiwat)⁵. Les pauvres en milieu rural travaillent principalement dans l'agriculture; les revenus des ménages y sont bien inférieurs à la moyenne nationale⁶ et largement imprévisibles en raison des aléas météorologiques (inondations, sécheresse) et des fluctuations des prix des produits de base. Les pauvres habitent dans des zones reculées et n'ont guère accès aux services publics, aux infrastructures, à l'éducation, et aux services de santé et administratifs⁷. Conjuguée au manque de débouchés dans le secteur agricole et à l'incapacité à conserver un revenu supérieur aux niveaux minimum de subsistance, cette situation contribue à

¹ L'indice est identique pour les hommes et les femmes de Thaïlande (*Rapport sur le développement humain* 2015).

² *Rapport sur le développement humain* 2015.

³ Organisme national de la statistique 2015, enquête socioéconomique nationale sur les ménages 2014.

⁴ Ibid., et Comité national pour le développement économique et social 2015. Le seuil de pauvreté national est d'environ 81 dollars par mois.

⁵ Comité national pour le développement économique et social 2015.

⁶ Organisation de coopération et de développement économiques, Structural Policy Country Notes – Thaïlande, 2014.

⁷ Comité national pour le développement économique et social, « Rural-Urban poverty and inequality in Thailand », Summary Note, 2014.

l'exode rural (le taux d'urbanisation annuel est de 3 %, les villes accueillant la moitié de la population totale)⁸ des personnes à la recherche d'emplois peu qualifiés. Le coût de la vie plus élevé en milieu urbain et la pénurie de logements sont à l'origine de la pauvreté urbaine⁹. Avec un niveau systématiquement élevé des inégalités (plus de 0,45)¹⁰, dès lors que les gains tirés de la croissance économique ont essentiellement profité à l'élite concentrée à Bangkok et dans d'autres centres urbains, les inégalités en milieu urbain sont plus marquées pour ce qui est, tant des revenus que de l'accès aux services.

4. Les inégalités sont à l'origine de problèmes sociaux et politiques majeurs, notamment des mouvements de protestation et des troubles politiques. Dans les provinces frontalières du sud en particulier, où la majorité de la population est musulmane, les inégalités sont l'une des causes des violences qui ont commencé en 2004. Les inégalités socioéconomiques et politiques ont fait naître un profond mécontentement et un sentiment d'injustice¹¹. Durant les 25 années qui ont précédé le déclenchement des violences en 2014, le produit intérieur brut annuel par habitant dans ces provinces, par exemple, a reculé d'environ 20 % par rapport à la moyenne nationale¹². Des recherches montrent que la violence a entravé le développement socioéconomique et humain dans ces provinces. Selon l'indice des réalisations humaines (Human Achievement Index) établi par la PNUD en 2014, la province de Narathiwat arrivait en dernière place (76^e) pour ce qui est du niveau d'éducation, et celle de Pattani à la 75^e place pour ce qui est des revenus.

5. L'application inadéquate des lois est responsable d'une dégradation de l'environnement. Les efforts de la très forte croissance économique enregistrée des dizaines d'années durant, aggravés par les tendances climatiques mondiales, ont créé de graves problèmes environnementaux. Les lois sur l'environnement sont strictes et répondent à la plupart des normes internationales, mais leur application a été lacunaire en raison d'un manque de capacités nationales, des lenteurs du système juridique, d'un chevauchement des juridictions et de la corruption¹³. Bien que la Thaïlande compte environ 122 lois et 1 000 règlements d'application concernant le régime foncier, les ressources naturelles et l'environnement, ces textes ne promettent pas d'endiguer la dégradation de l'environnement. Le pays est aux prises avec la pollution atmosphérique et la pollution des eaux, la diminution des populations de faune sauvage, la déforestation, l'érosion des sols, la pénurie d'eau et les déchets dangereux. Des décennies de croissance démographique et de développement économique rapides ont entraîné une réduction des surfaces forestières, qui sont passées de 53,33 % à 30,92 % de la superficie totale¹⁴.

6. Les problèmes causés par les changements climatiques contribuent à une croissance non durable et à la vulnérabilité face au climat. La perturbation des écosystèmes et les changements climatiques ont donné souvent lieu à des

⁸ United States Central Intelligence Agency, *World Factbook*, 2015.

⁹ Comité national pour le développement économique et social, *Rural-Urban poverty and inequality in Thailand*, Summary Note, 2014.

¹⁰ <http://www.worldbank.org/en/country/thailand>.

¹¹ Asia Foundation, « The Contested Corners of Asia », 2013.

¹² Ibid.

¹³ International Business Publications, *Thailand Business Law Handbook*.

¹⁴ Ongprasert, Preecha, « Forest Management in Thailand », Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, 2011.

inondations, à des sécheresses et à des hausses de températures¹⁵. Sur la base de sa contribution prévue déterminée au niveau national, la Thaïlande est considérée comme l'un des 16 pays appartenant à la catégorie des pays « à risques extrêmes » et comme le plus exposé aux effets des changements climatiques au cours des 30 prochaines années. Selon le bilan mondial établi en 2013, les retombées des inondations de 2011 sur l'économie thaïlandaise sont estimées à 47 milliards de dollars¹⁶, ce qui rend pressante la prévention des catastrophes à l'avenir. Bien que beaucoup souffrent de cette situation, ce sont les petites exploitations agricoles et les minorités ethniques dans les bassins nord et inférieur du Mékong, au nord-est du pays, c'est-à-dire où vivent la plus grande partie des pauvres, qui sont les plus touchées par les changements climatiques¹⁷. Les populations dans le sud et les communautés côtières dépendent de l'agriculture et de la pêche, et elles sont également particulièrement exposées aux changements climatiques¹⁸. La Thaïlande a éprouvé des difficultés à planifier et à mettre en œuvre ses plans d'adaptation aux changements climatiques en raison d'un manque de données sur le climat. La prise en compte systématique de la lutte contre les changements climatiques dans l'ensemble des efforts de développement permettra d'assurer la durabilité du plan de développement et la résilience des communautés¹⁹.

7. L'inégalité entre les sexes existe toujours mais elle se limite à certains aspects. En 2014, la Thaïlande arrivait à la 76^e place sur les 155 pays pris en compte dans l'Indice d'inégalité entre les sexes²⁰, après avoir enregistré une amélioration constante au cours des quinze dernières années. Elle a atteint la parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, et les femmes en âge de travailler présentent en moyenne un niveau d'instruction plus élevé que celui des hommes (10,9 années d'études contre 10,1 pour les hommes)²¹. Il n'en reste pas moins que l'absence des femmes dans des postes de décision limite leur voix en tant que groupe, étant donné que seulement 6,1 % des membres du Parlement et 17,9 % des hauts fonctionnaires sont des femmes.²² Dans les provinces frontalières du sud, les femmes sont toujours victimes de discrimination et d'actes de violence, ou sont livrées à elles-mêmes à la tête de ménages. Même si la loi sur l'égalité des sexes a été adoptée en 2015 et que des efforts ont été déployés pour faire en sorte que les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI) ne soient pas victimes d'opprobre et d'ostracisme, il reste encore beaucoup à faire²³.

8. La corruption intensifie les inégalités et représente un obstacle supplémentaire à la viabilité de la croissance en empêchant l'égalité d'accès aux ressources et aux services ainsi qu'en affaiblissant la mise en œuvre et l'application des réglementations sur l'environnement. Elle empêche l'égalité d'accès aux services publics tout en diminuant la qualité, et elle restreint les perspectives économiques pour ceux qui ne font pas partie de l'élite en perpétuant les inégalités.

¹⁵ Bilan commun de pays, Thaïlande, 2015.

¹⁶ https://www.gfdr.org/sites/gfdr/files/publication/Thai_Flood_2011_2.pdf.

¹⁷ Srisontisuk, Katchamat, Pakdee, « Poverty and the Ethnic Minority Groups in Thailand », KhonKaen University.

¹⁸ CARE, « Climate Vulnerability and Capacity Analysis Report », 2013.

¹⁹ Kerdsuk, Chinyanna, *Mainstreaming Climate Change into Community Development Strategies and Plans*, 2013.

²⁰ *Rapport sur le développement humain*, 2015.

²¹ Women situation report, 2015, Ministère du développement social et de la sécurité humaine.

²² <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/economies/#economy=THA>.

²³ PNUD, « Being LGBT in Asia: Country Report, 2014 ».

En 2013, une enquête sur la corruption menée par l'établissement thaïlandais Assomption Business Administration College a montré que pour 77 % des participants âgés de 20 à 29 ans, il importait peu que le Gouvernement soit corrompu pourvu qu'ils en profitent. En 2015, l'Indice de perception de la corruption a placé la Thaïlande en 76^e place sur 168 pays, un score inchangé depuis 2014. La corruption est un facteur qui touche l'application des lois, y compris celles sur l'environnement, et la qualité des infrastructures, donnant lieu à une plus grande vulnérabilité face aux phénomènes climatiques extrêmes qui touchent les pauvres de manière disproportionnée.

9. La lutte contre les inégalités et la corruption est une priorité du Gouvernement et figure dans le XII^e Plan de développement économique et social national 2017-2021. La Thaïlande entend devenir un pays à revenu élevé avec une répartition équitable des revenus d'ici à 2027. Le Plan de développement économique et social national tient compte du fait que le statut de pays à revenu élevé requiert la poursuite de la croissance économique, la stabilité politique et un équilibre entre le développement économique, la sécurité sociale et la viabilité environnementale. Il ressort de consultations tenues avec le Gouvernement, la société civile et les partenaires du secteur privé que le Gouvernement accueille favorablement le soutien du PNUD en matière d'intégrité dans l'administration publique et de croissance durable. La Thaïlande entend jouer un rôle de tout premier plan dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et devenir un partenaire de développement important pour ses voisins. Elle est également le coordinateur de l'ASEAN pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable, et elle doit à ce titre renforcer les capacités d'institutions clefs pour exercer son rôle régional. Au niveau national, les données sont éparpillées parmi les différents organismes de tutelle et l'Organisme national de la statistique, qui a pour mission de faire le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable, est conscient de cette lacune et a sollicité l'appui de l'équipe de pays des Nations Unies en vue d'entreprendre une évaluation nationale de l'état de préparation dans le domaine des données.

10. Le partenariat entre le PNUD et la Thaïlande est passé d'une relation donateur-bénéficiaire à un partenariat d'intérêt mutuel. En 2015, l'enquête sur les partenariats a montré que 79 % des partenaires étaient satisfaits des résultats obtenus par le PNUD. L'évaluation des résultats des activités de développement a montré que le PNUD est reconnu comme un dispensateur neutre de connaissances et un organisateur de consultations entre les parties prenantes dans l'application du droit et des traités internationaux. Le PNUD est également reconnu pour son pouvoir d'organisation en vue de relever les défis du développement et pour son accès à un vaste réseau d'experts et aux moyens financiers nécessaires pour lutter, au niveau mondial, contre les changements climatiques²⁴. Comme le montre la dernière évaluation de résultats, le PNUD a apporté une contribution efficace dans les domaines de la lutte contre les effets des changements climatiques, de la gestion des ressources naturelles, de la préservation de la diversité biologique et des moyens de subsistance durables. Des problèmes d'exécution et de viabilité peuvent

²⁴ Thailand ADR, 2011.

cependant se poser, notamment en ce qui concerne la coordination et l'intégration dans les politiques nationales²⁵.

11. Le PNUD et la Commission de la réforme législative ont élaboré des manuels et des listes de vérification afin de s'assurer de la conformité des lois thaïlandaises avec les principaux instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme et du respect, de la protection et de la réalisation des droits de l'homme en Thaïlande. Comme l'a reconnu le Bureau de la Commission du développement du secteur public, les recommandations du PNUD contenues dans les évaluations des risques pour l'intégrité lors de la passation des marchés publics ont orienté la nouvelle loi sur les marchés publics, laquelle formera l'assise des mesures de réforme. Le PNUD a élaboré des directives nationales pour les analyses des effets des changements climatiques qui guideront les allocations budgétaires nationales, lesquelles sont actuellement présentées par les différents ministères de tutelle²⁶. Comme cela a été officiellement reconnu en 2015 dans le Plan pour la prévention des catastrophes naturelles et l'atténuation de leurs effets, les évaluations des risques après une catastrophe du PNUD ont permis de formuler et d'approuver le premier mécanisme multipartite et intégré d'intervention en cas de catastrophe à tous les niveaux. Dans les provinces frontalières du sud, le PNUD a participé au développement des « Insider Peace Platforms » locales, lesquelles permettent une participation active aux dialogues multipartites. Les moyens des organisations communautaires ont également été renforcés, et les travaux du PNUD ont contribué de façon manifeste à la croissance de la société civile dans les provinces frontalières du sud²⁷.

12. L'attachement de la Thaïlande à la protection des droits de l'homme et le fait qu'elle soit partie à sept des neuf principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à quatre protocoles facultatifs créent des conditions propices pour travailler sur les droits de l'homme et la corruption lorsque se présenteront des occasions. La présidence du Groupe des 77, assurée par la Thaïlande, en 2016, est l'occasion de promouvoir le partage des expériences du pays en matière de développement fondé sur les principes de « l'économie de suffisance ». La Thaïlande s'est félicitée de l'appui du PNUD pour ce programme de coopération Sud-Sud.

13. Reconnaissant que l'ancien modèle économique ne fonctionne plus, l'innovation, la recherche et le développement et la réduction des activités préjudiciables à l'environnement sont les conditions requises pour une croissance durable²⁸. La Thaïlande doit se réorienter vers une économie verte et des modes de production et de consommation viables en devenant moins tributaire d'activités à fortes émissions de carbone et fortement polluantes, tout en investissant dans l'innovation. En même temps, une gestion des ressources humaines adaptée aux conditions climatiques doit être systématiquement prise en compte dans la planification du développement et l'établissement des budgets à tous les niveaux. Pour mettre un terme à la stagnation économique tout en passant à une production

²⁵ Outcome evaluation of Thailand country programme (2012-2016) 2015 et 2014 Final Evaluation, Strengthening the capacity of vulnerable community to address climate risks project.

²⁶ Ibid.

²⁷ Review of Southern Thailand Empowerment and Participation project, 2013.

²⁸ Jitsuchon, « Thailand in a Middle-Income Trap », 2012.

durable et plus économe en ressources, il importera au plus haut point de s'assurer que les chaînes de valorisation fonctionnent pour les pauvres en milieu rural.

14. Pays à revenu intermédiaire, la Thaïlande dispose de suffisamment de capacités et de ressources pour relever les principaux défis du développement et, là où il existe des lacunes, elle peut s'appuyer sur des connaissances techniques de toute une série de sources. D'autres partenaires, comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, aident le pays à s'attaquer aux problèmes économiques et structurels qui entraînent des inégalités et la stagnation de son économie, renforçant ainsi sa compétitivité et son intégration mondiales. En l'occurrence, puisqu'il noue des liens et fournit des connaissances, le PNUD est en bonne position pour partager des données d'expérience et des outils internationaux à l'appui des objectifs du Plan de développement économique et social national. Prenant appui sur les résultats du cycle de programmation précédent, le PNUD continuera d'influencer les actions menées en faveur de l'intégrité et de la transparence des systèmes nationaux. Afin de contribuer à des dialogues sans exclusive dans les provinces frontalières du sud et de réduire les inégalités, le PNUD continuera de renforcer les plateformes pour un dialogue ouvert à tous et le développement local. À l'appui d'une croissance durable, il s'emploiera à améliorer la planification du développement en fonction des risques, l'établissement de budgets adaptés aux conditions climatiques, l'application des lois et règlements concernant l'environnement et la sensibilisation aux risques au sein de la population afin de permettre à la Thaïlande de mieux faire face aux futures catastrophes.

II. Priorités du programme et partenariats

15. Conformément au Plan de développement économique et social national, au Plan stratégique du PNUD pour 2014-2017 et au Cadre de partenariat des Nations Unies pour la Thaïlande 2017-2021, le PNUD intégrera les principes centraux de programmation que sont le passage à l'échelle supérieure, la viabilité, le ciblage, l'approche fondée sur les droits de l'homme, la coopération Sud-Sud et l'innovation sociale. Les priorités du programme seront axées sur deux thèmes interdépendants, à savoir, d'une part, la promotion de la lutte contre la corruption, de la participation du plus grand nombre et de la cohésion sociale, et d'autre part, la promotion d'une croissance verte et inclusive, correspondant respectivement aux réalisations 1 et 2 du Plan stratégique du PNUD.

Promotion de la lutte contre la corruption, de la participation du plus grand nombre et de la cohésion sociale

16. Afin de favoriser l'accès aux services sociaux et économiques et d'en améliorer la qualité dans le but de réduire les inégalités, le PNUD renforcera l'efficacité et la transparence des services dispensés par les pouvoirs publics en élargissant les évaluations des risques pour l'intégrité des cadres nationaux à davantage de secteurs présentant des risques élevés comme la construction d'infrastructures. Ces évaluations donneront lieu à un recensement des risques qui guidera l'adoption de mesures d'atténuation sous forme de lois et de politiques pertinentes permettant de lutter contre la corruption. La Thaïlande sera épaulée pour qu'elle partage avec les Philippines et d'autres pays ses expériences concernant

l'intégration de l'intégrité dans la passation des marchés publics. Le PNUD encouragera l'établissement de partenariats entre la société civile et le secteur privé pour qu'ils jouent un rôle dans le contrôle de l'intégrité, en renforçant les capacités de l'organisation de lutte contre la corruption du secteur privé. La participation des citoyens au contrôle de l'application du principe de responsabilité dans le secteur public sera renforcée à l'aide de technologies novatrices qui permettront aux citoyens de s'y retrouver sur les sites de l'administration publique, d'instaurer des mécanismes de signalement des cas de corruption dans l'accès aux services sociaux et de mesurer le degré d'application des lois et réglementations concernant l'environnement. En faisant fond sur la réussite de l'initiative des « cafés contre la corruption » « *Refuse to be corrupt* » qui visait à mobiliser les jeunes en faveur d'institutions plus responsables, le PNUD renforcera les résultats en élargissant la couverture géographique du Thai Youth Anti-Corruption Network aux universités dans les quatre régions. Cette mesure permettra au public d'exercer une plus grande pression afin de réduire la corruption. Des clubs d'étudiants et des entreprises sociales anticorruption assureront la viabilité du réseau et de ses activités de proximité. Le thème de l'intégrité sera inclus dans tous les programmes d'enseignement, tout d'abord dans une seule université, puis dans tous les autres établissements.

17. Contribuant au développement dans les provinces frontalières du sud, le PNUD renforcera les moyens dont dispose la société civile pour favoriser la participation des communautés et des femmes, en tant qu'agents potentiels de changement au processus de dialogue ²⁹. Le PNUD s'associera à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de les femmes (ONU-Femmes) pour ce qui est des questions d'autonomisation de la femme, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et à la Banque mondiale pour renforcer la confiance entre les communautés et les pouvoirs locaux, et à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour ouvrir l'espace civique grâce aux dialogues « *Insider Peace Platform* ». Il intensifiera ses travaux en faveur du renforcement de la cohésion sociale et des moyens de subsistance des femmes et des communautés, ce qui donnera lieu à une augmentation sensible du nombre d'entreprises communautaires locales dirigées par des femmes. Grâce à des opérations de financement participatif menées en Thaïlande, le PNUD pourra octroyer de petites subventions et nouer un dialogue avec le secteur privé, rassemblant les communautés autour d'une cause commune, et favorisant ainsi la cohésion sociale. La viabilité sera assurée grâce au réinvestissement, au niveau de la communauté, des bénéfices réalisés par les entreprises sociales.

18. Le PNUD œuvrera en faveur des droits liés aux questions d'égalité des sexes principalement dans les zones où les femmes sont désavantagées, comme c'est le cas dans les provinces frontalières du sud. Bien qu'ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) soient, dans le système des Nations Unies, les principaux artisans de la mise en œuvre de politiques dans ce domaine, le PNUD tirera parti de la crédibilité qu'il s'est forgée grâce à ses réalisations dans le domaine des droits des LGBTI pour combattre les inégalités, aussi bien en intervenant directement auprès du Gouvernement et des organisations de la société

²⁹ Conformément à la stratégie du Gouvernement pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

civile, qu'en contrôlant l'application de la législation en matière d'égalité des sexes et de partenariats civils. Le PNUD collaborera étroitement avec la Commission nationale des droits de l'homme et sensibilisera les médias.

Promotion d'une croissance verte et inclusive

19. Afin de lutter contre la pauvreté urbaine croissante, le PNUD procédera à des évaluations multidimensionnelles de la pauvreté urbaine dans des municipalités pilotes dans le but de mieux comprendre les groupes cibles dans un cadre urbain. Cette mesure permettra aux administrations locales d'élaborer des interventions particulières en faveur de l'intégration économique et de l'accès aux services de base. Ces évaluations permettront également par la suite de localiser les objectifs de développement durable et de promouvoir l'inclusion financière, l'accès à la technologie et le renforcement des capacités. Avec d'autres organismes des Nations Unies, le PNUD contrôlera la mise en œuvre des objectifs de développement durable et en fera la promotion, et il prêtera son soutien à l'organisme national de la statistique et au Conseil national de développement économique et social en ce qui concerne les évaluations de l'état de préparation des données afin de créer des systèmes de collecte de données ventilées. Il renforcera la capacité du Gouvernement d'exercer son rôle de coordination de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans le cadre de l'ASEAN, et il collaborera étroitement avec le secteur privé pour mener les activités de sensibilisation correspondantes.

20. L'appui en faveur d'un développement viable du pays au regard de l'environnement prendra diverses formes, notamment celles de conseils d'orientation stratégique de haut niveau et d'interventions au niveau de la communauté en faveur de la conservation et des moyens de subsistance. Le PNUD ciblera les zones géographiques les plus touchées par la dégradation de l'environnement et de la diversité biologique, celles où vivent les groupes de la société les plus vulnérables et les plus pauvres et celles qui dépendent de l'agriculture, des ressources naturelles, d'écosystèmes et de la diversité biologique en péril.

21. Étant donné l'exposition du pays aux catastrophes naturelles, aux effets des changements climatiques et aux conséquences de l'épuisement et de la mauvaise gestion des ressources naturelles pour les moyens de subsistance, une économie résistante aux changements climatiques, sobre en carbone et à croissance verte est de nature à améliorer sensiblement l'existence des personnes vulnérables et des pauvres. Pour promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles et les moyens de subsistance des populations concernées, en particulier les femmes, le PNUD aidera le Gouvernement à obtenir un financement du Fonds vert de Copenhague pour le climat en vue de moderniser les infrastructures critiques de gestion de l'eau dans les bassins fluviaux de Yom et de Nan, ce qui profitera à 20 000 ménages agricoles défavorisés, et d'élaborer des modèles de cogestion responsable des ressources naturelles. Cette mesure favorisera la réalisation des objectifs de développement durable visant à enrayer la dégradation des écosystèmes et des forêts, et l'intégration de la conservation de la diversité biologique dans les actions en faveur de la croissance verte contenues dans le Plan de développement économique et social national. Au niveau de la communauté, il conviendra de créer des partenariats avec le secteur privé, comme la IKEA Foundation et des centres écotouristiques de luxe, afin de renforcer les capacités de production de petites et

moyennes entreprises (PME) performantes fondées sur la biodiversité et, là où c'est possible, de renforcer les moyens de subsistance des communautés. Une gestion novatrice des ressources naturelles, qui tient compte des risques et s'appuie sur des systèmes de données issus de l'externalisation ouverte, sera mise au point afin de renforcer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques. Les communautés participeront au suivi de la performance environnementale, de la préservation et de la gestion des écosystèmes grâce à de nouvelles technologies.

22. Les actions en faveur de la production et de la consommation durables chercheront essentiellement à aider le Gouvernement à instaurer des cadres stratégiques plus efficaces accompagnés de mesures d'incitation à l'investissement du secteur privé, tels que des outils budgétaires et fiscaux et la certification. En vue de renforcer les moyens de subsistance et l'emploi par l'examen des chaînes d'approvisionnement durables, en particulier pour les PME, le PNUD favorisera la participation du secteur privé et des entreprises sociales via le mécanisme d'innovation sociale pour le développement (Social Innovation for Development Facility), qui dispose d'un savoir-faire mondial et facilite la création de partenariats entre des entreprises technologiques privées, les agences publiques chargées de l'innovation, la société civile et des investisseurs ayant un impact international. Des campagnes de sensibilisation seront élaborées en partenariat avec des célébrités thaïlandaises et des stations de radio et de télévision afin de sensibiliser le public et de faire évoluer les comportements chez les riches professionnels en milieu urbain afin qu'ils exigent l'adoption de solutions durables en matière de production et de consommation.

23. En soutenant l'adaptation aux changements climatiques, la résilience et la réduction des risques de catastrophe, le PNUD s'attachera à renforcer la planification du développement en tenant compte des risques afin de s'assurer que les cadres stratégiques aux niveaux national et infranational garantissent la préparation aux catastrophes naturelles et la résistance aux changements climatiques. Étant donné la complexité des structures des pouvoirs publics réglementant l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe, et malgré les efforts soutenus de la part du Gouvernement visant à améliorer la coordination, il reste beaucoup à faire. Le PNUD s'assurera que soient créés des systèmes coordonnés de planification et de budgétisation pour l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe, au moyen de dépenses publiques et sur la base d'examen institutionnels menés avec le Bureau du budget et le Ministère chargé de la prévention des catastrophes naturelles et de l'atténuation de leurs effets. Le mécanisme d'innovation favorisera la création de systèmes de collecte de données auprès des citoyens, en vue de compléter le système archaïque d'information sur les risques, fondé sur les avis, qui est actuellement en place.

24. En ce qui concerne la coopération Sud-Sud, le principe de « l'économie de suffisance » est une base importante pour envisager la participation et le partage des coûts avec le Gouvernement. Le PNUD s'attachera à l'inscrire dans le contexte des objectifs de développement durable et à le rendre intéressant pour d'autres pays d'Asie. En échange, le Gouvernement souhaite accéder au savoir-faire international en matière de gouvernance transparente et de transparence du secteur public, et connaître les expériences d'autres pays, en particulier ceux qui sont parvenus à sortir de la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Le Gouvernement a sollicité un appui pour l'élaboration de directives en vue de la coopération Sud-Sud ainsi que des conseils sur de nouveaux partenariats potentiels.

III. Programme et gestion des risques

25. Le présent descriptif de programme de pays expose la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de l'adéquation des résultats et des ressources affectées au programme au niveau du pays concerné. La responsabilité des dirigeants aux niveaux du pays, de la région et du siège vis-à-vis des programmes de pays est inscrite dans le programme de l'organisation et dans ses politiques et procédures opérationnelles.

26. Le programme de pays sera exécuté au niveau national sous la coordination du Ministère des affaires étrangères et du Comité national pour le développement économique et social. Il pourra être mis en œuvre par des partenaires d'exécution nationaux qui seront sélectionnés sur la base d'une évaluation des capacités. Si nécessaire, le PNUD offrira un appui à l'exécution nationale afin de parer à toute insuffisance des capacités. L'exécution directe par le PNUD se fera dans des circonstances particulières ou pour des questions précises comme les campagnes, les mécanismes d'innovation et les conseils de politique générale.

27. En raison de son statut de pays à revenu intermédiaire, la Thaïlande a enregistré une diminution de l'aide publique au développement octroyée par les donateurs traditionnels. À l'exception des importantes contributions du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert de Copenhague pour le climat, la mobilisation des ressources provenant de sources internationales restera limitée. Pour permettre au PNUD de rester un partenaire pertinent, la mobilisation des ressources intérieures sera intensifiée grâce à la participation du secteur privé, de la société civile, de fondations philanthropiques et des entités publiques. Selon le World Charity Index, le peuple thaïlandais est en deuxième place pour ce qui est des dons aux œuvres de bienfaisance³⁰. Pour exploiter cette générosité, des campagnes de dons en ligne et en personne seront menées. La possibilité d'un manque de ressources figure parmi les plus grands risques qui pèsent sur l'exécution du programme. Le PNUD mettra au point des interventions souples et adaptables, faisant appel aux techniques les plus récentes, en vue de susciter l'intérêt des partenaires non traditionnels. Au cas où les ressources ne correspondraient pas aux attentes, la portée du programme sera revue, et des scénarios pour différents niveaux de financement seront envisagés à titre de mesure d'urgence. Il est prévu de mobiliser au moins 50 millions de dollars. Dès lors que le moyen principal de gestion de programme est la capacité des effectifs du PNUD, des affectations de ressources sous la forme de coûts directs des dépenses directement affectées au projet seront appliquées afin de conserver les ressources humaines nécessaires.

28. Selon le Gouvernement actuel, la transition vers un gouvernement démocratiquement élu est prévue pour la mi-2017. Les incertitudes politiques ne devraient pas avoir des retombées importantes sur les travaux du PNUD. Cependant, il est possible que son action auprès de la société civile ou de communautés soit interprétée à tort comme étant motivée politiquement ou comme un appui à certains groupes. Le PNUD continuera de coordonner ses activités étroitement avec ses partenaires en vue de réaffirmer sa neutralité et son professionnalisme et garder ainsi la confiance du Gouvernement. En outre, les enjeux politiques et économiques nationaux feront l'objet d'un suivi en vue de guider les programmes en cours et d'élaborer des activités de sensibilisation et des campagnes publiques dans le but de

³⁰ Indicateur « World Giving Index 2015 », créé par la Charities Aid Foundation.

mobiliser des ressources et de réagir à l'environnement national. En particulier, le PNUD contribuera à la réforme de l'équipe de pays des Nations Unies et au programme de recherche sur la réconciliation tout en menant une analyse interne sur les principaux processus démocratiques, lesquels auront un effet sur l'espace de débat public, de participation et d'élaboration des politiques, y compris dans les principaux domaines d'action du PNUD.

29. Les risques liés à l'environnement, y compris les changements climatiques et les catastrophes, peuvent constituer une menace pour les activités du programme. Le PNUD investira dans la planification pour assurer la continuité des opérations et la capacité d'intervention en cas d'urgence, les fonds de réserve et la gestion de l'information. Les informations issues d'analyses des risques climatiques, des médias et de dispositifs d'alerte rapide feront l'objet d'un suivi systématique.

IV. Suivi et évaluation

30. Le suivi et l'évaluation du programme de pays prendront appui sur l'utilisation des systèmes nationaux. Le programme de pays affecte des ressources importantes à des évaluations améliorées en vue de mettre au point et de planifier des politiques fondées sur la connaissance des faits, ainsi que pour le développement des capacités des responsables des politiques et des responsables de la planification. Des indicateurs pertinents du Plan stratégique du PNUD seront utilisés en même temps que les données ventilées existantes, si possible en fonction du sexe et de l'emplacement géographique, à l'aide, s'ils existent, de systèmes de collecte de données détenus par le pays. En collaboration avec le FNUAP, l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les capacités de l'organisme national de la statistique et du Comité national pour le développement économique et social seront renforcées afin d'améliorer la coordination, la collecte et l'analyse de données ventilées pour l'établissement des rapports, le suivi et l'évaluation liés aux objectifs de développement durable des différents ministères. Le PNUD recherchera des systèmes novateurs de collecte de données afin de guider l'élaboration des politiques et sa propre programmation.

31. Les pratiques internes du PNUD en matière de suivi et d'évaluation seront renforcées aux niveaux du projet et du programme afin de produire des informations devant guider la prise de décisions. Le PNUD appuiera des examens périodiques et des évaluations à mi-parcours/finales, et affectera un pourcentage du budget de chaque projet à la couverture des coûts de collecte et de suivi des données. Les projets intégreront dans leurs objectifs et activités de développement des capacités la production de données servant à l'établissement des faits et à l'analyse.

32. Les théories du changement seront utilisées pour valider les hypothèses du programme, apportant si nécessaire des contributions pour des ajustements pendant la mise en œuvre. Le plan d'évaluation inclut une sélection équilibrée d'évaluations des différents thèmes, des réalisations et du projet. Les preuves attestant des progrès réalisés et des enseignements tirés contribueront à améliorer les interventions à l'aide d'une approche axée sur les résultats. Les initiatives pourront être transposées et les approches novatrices seront recensées, et les bénéficiaires seront intégrés dans l'évaluation du projet pour exposer leur point de vue et les enseignements qui ont été tirés. Des recherches portant sur les nouveaux défis du développement, comme le vieillissement de la population, seront commandées en vue d'explorer les possibilités de participation future.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la Thaïlande (2017-2021)

Vision nationale : « La Thaïlande se développe pour devenir un pays à revenu élevé caractérisé par la stabilité et la viabilité; la société vit dans le bonheur en œuvrant à la stabilité, la prospérité et la viabilité du pays »³¹.

Réalisation énoncée dans le Cadre de partenariat des Nations Unies pour la Thaïlande : en 2021, les systèmes et processus sont plus efficaces et équitables afin de promouvoir progressivement un développement inclusif, durable et à dimension humaine pour l'ensemble de la population de Thaïlande³².

<i>Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources par réalisation</i>
---	---	---	--	---

Priorité ou objectif national : promouvoir la lutte contre la corruption, la participation inclusive et la cohésion sociale : Stratégie 5 : Sécurité; Stratégie 6 : efficacité renforcée et bonne gouvernance dans l'administration

Réalisation 2 du plan stratégique du PNUD

Score de la Thaïlande dans l'Indice de perception de la corruption Niveau de référence (2015) : 38 Niveau cible : Plus de 50	Transparency International, annuel	Produit 1 : les institutions et les systèmes sont à même de prendre des mesures de sensibilisation et de prévention et des mesures de lutte contre la corruption dans tous les secteurs et pour toutes les parties prenantes (produit 2.2 du Plan stratégique) 1.1 Nombre de propositions adoptées visant à réduire les risques de corruption pour les différents secteurs Niveau de référence (2015) : 1 (évaluation des risques de corruption dans la passation des marchés publics) Niveau cible : 5 Source : Rapport annuel du Département du Contrôleur général, annuel	Département du Contrôleur général Office de la Commission du développement du secteur public Ministères sectoriels Anti-Corruption Network of Thaïlande Gouvernement de la République de Corée Thai Youth Anti-Corruption Network Universités de UbonRatchathani, KhonKaen, Chiang Mai Universités considérées par le Ministère de l'éducation TRUE Corporation	Ressources ordinaires : 1 076 000 dollars Autres ressources : 10 803 000 dollars
Pourcentage des habitants dans les provinces frontalières du sud de la Thaïlande qui font confiance au processus de dialogue du Gouvernement Niveau de référence (2015) : 81,2 % Niveau cible : 85 %	Centre for Conflict Studies and Cultural Diversity, bisannuel			

³¹ Projet du 12^e Plan de développement économique et social national.

³² Le Cadre de partenariat des Nations Unies pour la Thaïlande 2017-2021 a une réalisation.

Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles	Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable	Produits indicatifs du programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources par réalisation
<p>Produit 2 : les organisations de la société civile et le secteur privé disposent de plus de moyens pour mener des activités de sensibilisation à la responsabilité des autorités publiques et à l'intégrité des entreprises, et pour en assurer le suivi</p>	<p>2.1 Pourcentage d'étudiants dans les universités accueillant une section du Thai Youth Anti-Corruption Network (TYACN), ventilé par sexe, qui cautionnent la corruption s'ils peuvent en bénéficier</p>	<p>Niveau de référence (2015) : 69% Niveau cible : 40%</p>	<p>Entreprises du secteur privé identifiées Integrity Action Commission du développement du secteur public Commission nationale de lutte contre la corruption SBPAC Ministère de la justice Prince of Songkhla University Organisations de la société civile</p>	<p>Deep South Watch People's College</p>
<p>2.2 Nombre de sections du réseau qui deviennent financièrement viables grâce à des entreprises sociales, soutenus par le secteur privé</p>	<p>Niveau de référence (2015) : 2 Niveau cible : 10</p>	<p>Entreprises du secteur privé UNESCO ONU-Femmes UNICEF USAID Banque mondiale</p>	<p>Source : Rapport annuel du TYACN</p>	
<p>2.3 Nombre de cours de l'enseignement supérieur qui abordent des considérations d'intégrité.</p>	<p>Niveau de référence (2015) : 0 Niveau cible : 10</p>	<p>Source : Rapport annuel du Ministère de l'éducation</p>		

Produit 3 : les institutions et les réseaux clefs de la société civile peuvent travailler efficacement avec les groupes vulnérables dans les provinces frontalières du sud de la Thaïlande afin de promouvoir leur participation effective aux dialogues sur le développement

3.1 Mesure dans laquelle les groupes pertinents de la société civile ont renforcé leur capacité de participer au dialogue sur les questions essentielles relatives au développement et aux crises, données ventilées faisant apparaître les réponses des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés

Niveau de référence (2015) : partiellement

Niveau cible : grandement

Source : Southern Border Province Administrative Centre (SBPAC), annuel

3.2 Nombre de plateformes de dialogue (avec la participation des communautés) établies avec le soutien du SBPAC

Niveau de référence (2015) : 3

Niveau cible : 10

Source : SBPAC, annuel

3.3 Nombre de plans de développement du Bureau administratif de Tambon (TAO) (administration de sous-district) qui sont inclusifs, qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes et qui visent la cohésion sociale

Niveau de référence (2015) : 1

Niveau cible : 50

Source : examen sur dossier des plans de développement de TAO, annuel

<i>Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources par réalisation</i>
		3.4 Nombre d'associations locales dirigées par des femmes, qui bénéficient d'initiatives relatives aux moyens de subsistance visant à promouvoir la cohésion sociale		
		Niveau de référence (2016) : 12		
		Niveau cible : 400		
		Source : Comité d'octroi des subventions, annuel		
		3.5 Nombre d'initiatives communautaires en faveur des moyens d'existence et de la cohésion sociale développées à une plus grande échelle grâce à un partenariat avec le secteur privé.		
		Niveau de référence (2015) : 2		
		Niveau cible : 10		
		Source : Comité d'octroi des subventions, annuel		
		3.6 Nombre de personnes (ventilé par sexe) qui bénéficient d'initiatives communautaires en faveur des moyens de subsistance et de la cohésion sociale soutenues par le PNUD	Ministère du développement social et de la sécurité humaine	
		Niveau de référence (2016) : 1 200 (580 hommes/620 femmes)		
		Niveau cible : 40 000 (19 600 hommes/20 400 femmes)		
		Source : Comité d'octroi des subventions, annuel		

Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles	Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable	Produits indicatifs du programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources par réalisation
Produit 4 : l'application de la loi thaïlandaise sur l'égalité des sexes est inclusive et tient compte de la diversité sexuelle				
4.1 L'existence d'une définition élargie de « genre » qui inclut les définitions localisées des LGBTI				
Niveau de référence (2016) : Non				
Niveau cible : Oui				
Source : Ministère du développement social et de la sécurité humaine, annuel				

Priorité ou objectif national : promouvoir une croissance verte et inclusive : Stratégie 1 : instauration de l'équité, réduction des inégalités dans la société; Stratégie 4 : croissance verte pour un développement durable

Réalisation du plan stratégique institutionnel connexe du PNUD : Réalisation 1³³

Niveau d'inégalité mesuré par le coefficient de Gini	Conseil national de développement économique et social, bisannuel	Produit 5 : les administrations locales et les communautés pauvres urbaines ciblées peuvent définir efficacement des indicateurs de pauvreté multidimensionnels localisés	Plan de développement économique et social national	Ressources ordinaires : 1 000 000 de dollars
Niveau de référence (2013) : 0.465			Municipalités pilotes	Autres ressources : 42 450 000 dollars
Niveau cible : 0.424	Base de données mondiale sur les zones protégées;	5.1 Mesure dans laquelle les communautés pauvres urbaines participent à la définition des indicateurs		
Nombre d'hectares de terres cultivées selon un régime de conservation <i>in situ</i> ou un régime d'exploitation durable (indicateur 1.5 du Plan stratégique)	Organic World Net/Forest Stewardship Council/GEF, bisannuel	Niveau de référence (2016) : Nullement		
Niveau de référence (2014) : 10 882 777 hectares en conservation <i>in situ</i> ; 228 393 hectares en utilisation durable		Niveau cible : Pleinement		
		Source : Plan de développement économique et social national, annuel		

³³ Certaines réalisations relevant de ce pilier contribueront également aux réalisations 5 et 7 du Plan stratégique.

Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles	Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable	Produits indicatifs du programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources par réalisation
<p>Niveau cible : 12 564 240 et 263 588</p> <p>État d'avancement de la mise en œuvre de mesures globales – plans, stratégies, politiques, programmes et budgets – pour le passage à un développement à faible émission de carbone et résilient face au climat (indicateur 1.4.2 du Plan stratégique)</p> <p>Niveau de référence (2015) : Très partiellement</p> <p>Niveau cible : Grandement</p> <p>Indice de gestion des risques INFORM</p> <p>Niveau de référence (2016) : 4,3 (moyen)</p> <p>Niveau cible : 3,5-4,3 (moyen)</p> <p>Mesure dans laquelle les données ventilées sont utilisées pour suivre les progrès vers la réalisation des objectifs nationaux de développement conformément au programme de développement pour l'après-2015 (indicateur 7.2.2 du Plan stratégique)</p> <p>Niveau de référence (2015) : Partiellement</p>	<p>Office des ressources naturelles et de la politique et planification en matière d'environnement, annuel</p> <p>Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations pour la préparation aux situations d'urgence et la résilience et Commission européenne, annuel</p> <p>Rapport annuel de la Thaïlande sur la réalisation des objectifs de développement durable, annuel</p>	<p>5.2 Pourcentage des indicateurs de pauvreté urbaine multidimensionnels nouvellement définis qui sont ventilés par sexe</p> <p>Niveau de référence (2016) : 0 %</p> <p>Niveau cible : 50 %</p> <p>Source : Plan de développement économique et social national, annuel</p> <p>Produit 6 : Élaboration, aux niveaux national et infranational, de solutions pour la gestion durable des ressources naturelles (produit 1.3 du Plan stratégique)</p> <p>6.1 Nombre des modèles de cogestion des ressources naturelles établis et adoptés dans les cadres de politique et de réglementation des ministères compétents</p> <p>Niveau de référence (2015) : 1</p> <p>Niveau cible : 3</p> <p>Source : arrêtés ministériels, annuel</p> <p>6.2 Nombre d'entreprises axées sur de la biodiversité qui ont été créées et mises à l'échelle</p> <p>Niveau de référence (2015) : 4 créées, 0 mise à l'échelle</p> <p>Niveau cible : 12 créées, 4 mises à l'échelle</p> <p>Source : Rapport annuel de la Biodiversity-based Economy Development Organisation (BEDO), annuel</p> <p>6.3 Nombre de structures d'incitation visant à soutenir les investissements du secteur privé et la participation des communautés à la biodiversité à la protection de l'environnement, et à la production et la consommation durables.</p>	<p>BEDO</p> <p>Institutions financières publiques</p> <p>Plan de développement économique et social national</p> <p>Entreprises du secteur privé</p> <p>Ministères des finances; de l'agriculture; des ressources naturelles et de l'environnement</p> <p>Organisations administratives de Tambon (sous-district)</p> <p>Fédération d'industrie de Thaïlande</p>	

<i>Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources par réalisation</i>
<p>Niveau cible : Grandement</p> <p>Montant de l'aide publique au développement de la Thaïlande</p> <p>Niveau de référence (2014) : 2 824 080 891 bahts thaïlandais</p> <p>Niveau cible : 3 500 000 000 bahts thaïlandais</p>	<p>Rapport de la Thai International Cooperation Agency (TICA), annuel</p>	<p>Niveau de référence (2015) : 0</p> <p>Niveau cible : 2</p> <p>Source : arrêtés du Cabinet des ministres, rapport de la Bourse, règlements ministériels, annuel</p> <p>6.4 Nombre de canaux et de vannes sur le réseau d'irrigation qui ont été modernisés dans les bassins fluviaux de Yom et de Nan</p> <p>Niveau de référence (2015) : 0</p> <p>Niveau cible : 6 (2 canaux, 4 vannes)</p> <p>Source : Département royal de l'irrigation, annuel</p> <p>6.5 Nombre de ménages d'agriculteurs dans les bassins fluviaux de Yom et de Nan qui bénéficient de canaux et de vannes modernisés, et d'autres mesures d'adaptation douces</p> <p>Niveau de référence (2015) : 0</p> <p>Niveau cible : 20 000</p> <p>Source : Département royal de l'irrigation, annuel</p>	<p>Chambre de commerce de Thaïlande</p> <p>GEF</p> <p>GCF</p> <p>PNUE</p>	
		<p>Produit 7 : les institutions clef et les populations cibles sont capables d'utiliser les informations sur les risques climatiques et de catastrophe à des fins de développement</p> <p>7.1 Nombre de plans ou de programmes qui sont fondés sur des estimations multirisques des risques liés aux catastrophes naturelles et au climat aux niveaux national et infranational et qui prennent en compte les effets différents que ces risques font peser sur les femmes et sur les hommes</p>	<p>Ministère de la prévention des catastrophes naturelles et d'atténuation de leurs effets</p> <p>Plan de développement économique et social national</p> <p>Agence thaïlandaise pour le développement de la géo-informatique et des techniques spatiales</p>	

<i>Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources par réalisation</i>
		Niveau de référence (2015) : 2	Administrations provinciales	
		Niveau cible : 10	Ministères sectoriels	
	Source : Ministère de la prévention des catastrophes naturelles et de l'atténuation de leurs effets, annuel		Entreprises du secteur privé Organisations de la société civile	
	7.2 Nombre de communautés qui collectent, analysent et partagent des informations sur les risques en faisant appel à des méthodes innovantes			
		Niveau de référence (2015) : 0		
		Niveau cible : 50		
	Source : Système d'information sur les risques, annuel			
	7.3 Nombre de personnes couvertes par les plans de développement provinciaux s'appuyant sur des évaluations multirisques et des évaluations de risques climatiques (données ventilées par sexe)		Organisme national de la statistique Plan de développement économique et social national	
	Niveau de référence (2015) : 2,57 millions (1,26 million d'hommes/1,31 million de femmes)		Comité et sous-comités nationaux pour les objectifs de développement durable	
	Niveau cible : 8,4 millions (4,1 millions d'hommes/4,3 millions de femmes)		Ministère de l'intérieur	
	Source : Ministère de la prévention des catastrophes naturelles et de l'atténuation de leurs effets, annuel		PNUE, UNICEF, FNUAP TICA	
			FNUAP, OMS, FAO	
			Ministères de tutelle	
			Pays bénéficiaires	

Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles

Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable

Produits indicatifs du programme de pays

Principaux partenaires ou cadres de partenariat

Montant indicatif des ressources par réalisation

Produit 8 : l'Organisme national de la statistique et les ministères et agences compétents ont la capacité de collecter, gérer et utiliser les données ventilées requises pour l'établissement des rapports relatifs aux objectifs de développement durable

8.1 Pourcentage des lacunes identifiées en matière de données, y compris ventilation, et faisant l'objet de mesures de l'organisme national de la statistique et des ministères de tutelle compétents

Niveau de référence (2015) : 0 %

Niveau cible : 90 %

Source : Rapport de l'Organisme national de la statistique, annuel

Produit 9 : le mécanisme national de coopération Sud-Sud et ses moyens sont renforcés en vue de mettre au point des solutions de développement

9.1 Nombre de partenariats de coopération Sud-Sud et triangulaire, soutenus par le PNUD, qui présentent des avantages de développement mesurables et durables pour les participants

Niveau de référence (2015) : 1 (Thaïlande-Chine pour le secteur de la santé – déchets d'équipements électriques et électroniques)

Niveau cible : 15

Source : TICA, annuel

Produit 10 : innovations en vue de solutions de développement, de partenariats et d'autres arrangements collaboratifs (produit 7.6 du Plan stratégique)

10.1 Nombre de nouveaux mécanismes de partenariat public-privé, soutenus par le PNUD, qui offrent des solutions innovantes pour le développement

Intel Thaïlande Plc

C-ASEAN

Ministère de la science et de la technologie

Software Park

Yushan Ventures

Indicateurs de réalisation du Cadre de partenariat, données de référence et cibles

Source des données, fréquence de la collecte des données et entité responsable

Produits indicatifs du programme de pays

Principaux partenaires ou cadres de partenariat

Montant indicatif des ressources par réalisation

Niveau de référence (2015) : 0

Niveau cible : 1 (Thailand Social Innovation for Development Facility (TSI4DF))

Source : mémorandums d'accord signés, annuel

10.2 Nombre de startups ayant un impact social prises en charge (et mises à l'échelle nationale)

Niveau de référence (2015) : 0

Niveau cible : 50 (5)

Source : TSI4DF, rapport annuel